



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 septembre 2001
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-sixième session
Point 166 de l'ordre du jour
Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Conseil de sécurité
Cinquante-sixième année

**Lettre datée du 20 septembre 2001, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre du Président de la Géorgie, S. E. M. Eduard Shevardnadze (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale, au titre du point 166 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Peter **Chkheidze**



**Annexe à la lettre datée du 20 septembre, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Président de la Géorgie

Tbilissi, le 17 septembre 2001

**Au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
Aux chefs d'État des États membres du Conseil de sécurité,
Aux chefs d'État des pays membres de l'Organisation des Nations Unies**

Mesdames, Messieurs,

Les menaces qui nous préoccupaient tous depuis un certain temps ont été mises à exécution. Si notre monde est incapable d'éviter les massacres et les destructions massives perpétrées par un petit groupe d'individus doté de moyens relativement simples, nous ne devons pas exclure des événements encore plus graves. L'anéantissement de milliers de personnes en quelques minutes donne à penser que des terroristes brandissant des armes de destruction massives sont à nos portes.

La tragédie de ces jours derniers avait été préparée de longue main. Elle a pu se produire grâce à l'insouciance et à la négligence avec lesquelles la communauté internationale a traité les menaces que sont le nationalisme agressif, le séparatisme, la xénophobie, le fanatisme et la haine.

Une guerre est menée aujourd'hui contre la démocratie, la liberté, la tolérance et la vie humaine elle-même. Voulons-nous avoir le dessus dans cette guerre? Voulons-nous éviter d'entrer dans une nouvelle ère qui éclipserait en barbarie les conflits du XXe siècle? Si nous voulons empêcher que la victoire dans la guerre froide et le nouvel ordre mondial deviennent des mots vides de sens, il nous faut agir d'urgence. Nous devons opérer une riposte tous azimuts, faute de quoi nous ferions preuve de la lâcheté la plus abjecte, qui est un crime.

On pourra peut-être se demander s'il n'est pas présomptueux que le chef d'un petit État donne des conseils ou même se permette de donner un avis sur une question d'importance vitale pour le monde entier. La taille de mon pays ne m'en dissuade toutefois pas. Je suis en effet convaincu que chacun d'entre nous, petit ou grand, a une part de responsabilité envers les générations à venir et ne serait-ce que pour cette raison, nous sommes parfaitement en droit de faire connaître nos points de vue et de poser des questions. Pourquoi avons nous baissé la garde? Est-ce la cessation soudaine des tensions suscitées par la stratégie du bord du gouffre nucléaire de la guerre froide qui nous a plongés dans une indifférence apathique? Ayant participé activement à ces événements, je suis enclin à croire que c'est la raison. Le moment est venu de se réveiller. Une fois de plus, nous nous sommes trouvés au bord du gouffre.

J'appuie sans réserve les actions visant à constituer une coalition de pays qui s'attacherait immédiatement à faire en sorte que les auteurs de cet horrible crime et ceux qui les abritent rendent des comptes. Je tiens également à dire que la Géorgie, qui au cours des 10 dernières années a beaucoup souffert d'actes de terrorisme multiples, ne manquera pas de participer activement à cette coalition. Mais il y a également des pays qui, pour des raisons diverses, pourraient refuser leur participation.

Certains n'ont peut-être même pas été invités à se joindre à cette coalition. Cela donnera un monde divisé en deux groupes de nations : celles qui luttent activement contre le terrorisme (c'est-à-dire la coalition) et les observateurs passifs qui ne se seront pas engagés, qui n'auront pas assumé leurs responsabilités ou pire, ne se sont même pas déclarés opposés au terrorisme.

C'est pourquoi, afin de rallier toutes les nations autour d'un certain nombre de principes de base, l'Organisation des Nations Unies, la seule organisation mondiale, universelle, doit convoquer un sommet des chefs d'État des États Membres consacré à la lutte contre le terrorisme, le génocide, le nettoyage ethnique, les massacres et les sources qui les alimentent, notamment le nationalisme, le séparatisme agressif, la xénophobie, l'extrémisme et le sectarisme. Que la douleur et le chagrin causés par la tragédie du 11 septembre 2001 soient pour nous des signaux d'alarme. Le monde n'a jamais eu autant de moyens pour repousser ces terribles menaces. Le sommet des chefs d'État doit être convoqué sous l'égide du Conseil de sécurité et aboutir à des décisions concrètes et à des recommandations que tous les pays participants seront tenus d'accepter. Je n'entends pas par là une nouvelle série de vaines résolutions condamnant les événements et faisant des demandes sans conviction, mais bien des mesures efficaces et obligatoires à l'encontre de ceux, aussi peu nombreux qu'ils soient, dont le pouvoir repose sur notre hésitation et notre indécision perpétuelles. Alors que la colère monte, nous devons aussi veiller à ce que ceux qui sont eux-mêmes coupables de donner asile à des terroristes ne s'abritent pas derrière le chœur des voix qui s'élèvent contre le terrorisme.

Nous devons nous demander pourquoi nous avons permis au Conseil de sécurité, l'institution responsable de la *sécurité mondiale*, de sombrer dans un tel abîme d'inefficacité. Pourquoi tant d'appels lancés au Conseil de sécurité – y compris par la Géorgie – pour qu'il mette en oeuvre tous les moyens autorisés par la Charte restent-ils sans réponse? Pourquoi, à ce jour, la question du statut de membre permanent pour l'Allemagne, le Japon et plusieurs autres pays demeure-t-elle en suspens? N'est-il pas évident que le Conseil de sécurité, sous sa forme actuelle, est au bout de ses possibilités et a besoin d'un nouveau souffle de vie?

J'ai, personnellement, été pris pour cible par les ennemis de la liberté et de la démocratie qui veulent exterminer quiconque s'efforce d'instaurer et de préserver ces valeurs, et je ne sais que trop bien que la démocratie ne peut avoir le dessus que si elle a les moyens de se défendre. Or, nous avons commencé à nous bercer de l'illusion que la démocratie est synonyme de sécurité. C'est une illusion que les effroyables événements du 11 septembre ont, je crois, finalement dissipée.

Il s'agit d'un moment décisif pour l'humanité. Ou bien nous parviendrons à faire triompher les valeurs qui nous sont si chères à tous, ou bien nous échouerons piteusement.

(Signé) Eduard Shevardnadze